

COMMERCE ▶ **Orthez : un repreneur local pour la friche Baobab** P.21

PONTACQ-PAU ▶
Antisémitisme : la plainte d'une fille de déporté

Un site d'extrême droite est visé pour injures.

PAGE 4

HAUT-DÉBIT
Oloron : le lycée Guynemer a la fibre numérique

PAGE 18



MORLAÀS / PAU ▶ Fermé depuis 2015 pour insalubrité, le refuge SPA de Berlanne devrait bientôt être reconstruit par la Ville de Pau. Mais les défenseurs des animaux, débordés par l'afflux, le jugent déjà trop petit... P.8



BÉARN ET SOULE
Quel est l'impact des grèves dans les transports sur l'économie P.2-3

Retrouvez l'information immédiate sur larepubliquedespyrenees.fr

Jeu concours

Gagnez vos entrées aux Grands Prix de Pau

11-12-13 Mai et 19-20-21 Mai



Nom : Prénom :
 Tél. :Mail :@.....

Renvoyez ce coupon au journal avant le 3 mai pour participer au tirage au sort. Pyrénées Presse GP Pau - 6 rue Despourins - 64000 Pau



France

■ CANTAL

Drame familial devant un collègue

Un homme de 46 ans, en instance de divorce, a tiré sur son épouse hier sur le parking d'un collège d'Aurillac où elle est assistante d'éducation, avant de se suicider en retournant l'arme contre lui. «Très grièvement blessée au ventre», la femme de 37 ans et dont «le pronostic vital est engagé», a été évacuée sur le centre hospitalier d'Aurillac, selon le procureur de la République d'Aurillac.

■ CORRUPTION EN AFRIQUE

Vincent Bolloré mis en examen

À l'issue de sa garde à vue, l'homme d'affaires Vincent Bolloré a été mis en examen hier soir à Paris dans l'enquête sur des soupçons de corruption dans l'attribution à son groupe de concessions portuaires en Afrique de l'Ouest, a annoncé son porte-parole. Le milliardaire de 66 ans, qui a quitté le bureau des juges sans être soumis aux obligations d'un contrôle judiciaire, a été mis en examen pour «corruption d'agent étranger, complicité d'abus de confiance et de faux et usage de faux». Le directeur général du groupe Bolloré, Gilles Alix, et le responsable du pôle international de Havas, Jean-Philippe Dorent ont eux aussi été présentés aux magistrats instructeurs hier soir, à l'issue de leur garde à vue à Nanterre.

■ SEINE-SAINT-DENIS

Menaces: du sursis pour Bendaoud

Jawad Bendaoud a été condamné hier à six mois de prison avec sursis pour avoir violenté et menacé de mort son ex-compagne, deux mois après avoir été relaxé pour avoir hébergé deux jihadistes des attentats du 13 novembre 2015.

■ CRASH MORTEL SUR «DROPPED»

La société de production condamnée

C'est la première décision de la justice française dans l'accident mortel d'hélicoptères survenu lors d'un tournage en Argentine en 2015: SAS Adventure Line Productions (ALP), la société de production de l'émission de télé-réalité «Dropped», a été condamnée au civil pour «faute inexcusable» et devra indemniser la famille d'une victime à hauteur de 120.000 euros.

■ AFFAIRE GRÉGORY

Murielle Bolle peut rentrer chez elle

Murielle Bolle, personnage clé de l'affaire Grégory, a été autorisée hier à «rentrer chez elle» dans les Vosges mais, toujours suspectée d'avoir participé à l'enlèvement de l'enfant, elle reste interdite de contact avec les autres protagonistes du dossier. Un des avocats de Murielle Bolle, M^e Christophe Ballorin, a indiqué qu'il s'agissait d'un «énorme soulagement» pour sa cliente, contrainte depuis début août, après cinq semaines d'incarcération, de résider dans la Nièvre.

■ CORSE

La veuve Erignac injuriée: Pieri poursuivi

L'ex-leader du FLNC Charles Pieri, brièvement placé de nouveau en garde à vue hier, sera jugé à Bastia le 4 septembre pour injure publique, après la diffusion sur Facebook d'un message injurieux pour la veuve du préfet Erignac en février. Il comparait Dominique Erignac aux «femmes françaises ayant eu des relations sexuelles avec des soldats allemands pendant la Seconde guerre mondiale».

■ SOCIAL

SNCF: appel à manifester le 3 mai

Les syndicats de la SNCF ont affiché hier leur unité et leur volonté de «mettre la pression» sur le Premier ministre, en annonçant des rassemblements le 3 mai à Paris et en régions, quatre jours avant les rendez-vous de Matignon.

Enedis: 2.500 postes en moins d'ici 2021?

Des syndicats d'Enedis, le gestionnaire du réseau de distribution d'électricité en France, ont chiffré à 2.500 le nombre de suppressions de postes «d'ici 2021» mais la direction a contesté formellement hier ces chiffres: «Aujourd'hui, Enedis embauche plus de 1000 personnes par an.» «Oui il embauche mais il n'embauche pas la volumétrie qui correspond aux départs en inactivité, donc le solde d'année en année est négatif», a soutenu Bruno Bosquillon (CGT).

Carrefour: les plans sociaux validés

Carrefour a annoncé hier la signature de «deux accords majoritaires» avec les syndicats, l'un relatif à un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), l'autre à un plan de départs volontaires (PDV). Le PDG de Carrefour avait annoncé fin janvier la suppression de 2.400 postes dans les sièges, via un plan de départs volontaires, ainsi que la sortie du groupe, par cession ou fermeture, de 273 ex-magasins Dia, avec pour conséquence un plan social pour 2.100 salariés. Carrefour et Système U ont par ailleurs annoncé hier avoir lancé des négociations pour créer une centrale d'achat commune, potentiel n°1 français, entérinant un précédent projet entre Système U, Auchan et Casino.

■ MÉDIAS

TF1 et Free se mettent enfin d'accord

TF1 et Free (groupe Iliad) ont annoncé hier avoir signé un «nouvel accord de distribution globale» des chaînes du groupe de télévision pour les abonnés de l'opérateur télécoms, sans en dévoiler le montant. Après SFR, Bouygues et Orange, Free était le dernier opérateur avec lequel le groupe de médias n'avait pas signé.

**Meurtre à bord du Nautilus: prison à vie pour Madsen**

Peter Madsen (Photo AFP), ingénieur danois autodidacte de 47 ans, envahi de fantasmes morbides, a été condamné hier à la prison à vie pour l'assassinat, précédé de sévices sexuels, d'une journaliste suédoise dans son sous-marin privé en août 2017 près de Copenhague. Le corps de Kim Wall, 30 ans, avait été retrouvé démembré et décapité en mer. Il a commis «un meurtre cynique, prémédité, d'une nature particulièrement violente», ont estimé les juges.

T-shirt sous veste noire, le condamné, qui plaçait la thèse de l'accident, a écouté le verdict debout puis s'est assis près de son avocat commis d'office, manifestement affecté. Il a annoncé faire appel. L'affaire, unique dans les annales judiciaires

du Danemark où seuls 25 détenus purgent une peine d'enfermement à vie, a connu un retentissement médiatique sans précédent dans le royaume. Malgré la bataille d'experts, le manque de preuves matérielles irréfutables et l'état de décomposition avancée du corps, qui n'a pas permis de déterminer les causes de sa mort, le tribunal a suivi le réquisitoire du parquet. Selon les psychiatres, Madsen, qui s'est lui-même décrit auprès de proches comme un «psychopathe affectueux», est «un danger pour autrui» et présente un «risque très élevé» de récidive. Dénué d'empathie, il avait répondu aux médecins qui lui demandaient pourquoi il avait démembré le corps de Kim Wall: «Quand on a un gros problème, on le coupe en morceaux.»

■ GRANDE-BRETAGNE

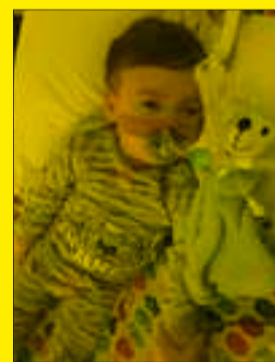
Le combat perdu des parents d'Alfie

La justice britannique a rejeté hier un nouveau recours des parents du petit Alfie, demandant de pouvoir transférer en Italie leur bébé dans un état semi-végétatif et dont les médecins britanniques ont décidé l'arrêt du traitement.

Les appels introduits séparément par le père et la mère du bébé de 23 mois, qui bénéficient du soutien du pape et du gouvernement italien, «doivent être rejetés», a déclaré le juge Andrew McFarlane, de la Haute Cour de Londres.

L'audience d'hier constituait une nouvelle étape d'une longue bataille judiciaire opposant les parents du bébé de presque deux ans à l'équipe médicale de l'hôpital pour enfants Alder Hey à Liverpool où il est hospitalisé depuis décembre 2016. Selon cet établissement, l'enfant né le 9 mai 2016 est atteint d'une pathologie neurodégénérative rare et pour laquelle il n'existe pas de traitement. Il estime qu'il est dans son intérêt de ne pas

poursuivre les soins. Paul Diamond, l'avocat de Tom Evans, le papa d'Alfie, a indiqué durant l'audience que les parents ne recherchaient pas «un traitement miracle en Italie», mais «simplement les soins palliatifs nécessaires».



À Rome, la directrice de l'hôpital pour enfants Bambino Gesù a annoncé qu'un avion médicalisé fourni par le ministère italien de la Défense était prêt à décoller d'Italie pour aller chercher l'enfant, qui s'est vu attribuer la nationalité italienne. Lundi soir, l'assistance res-

piratoire avait été retirée à Alfie, avant d'être réinstallée vingt heures plus tard. Ce qui selon son père prouve qu'il peut respirer seul et que son état de santé est «significativement meilleur» qu'évalué. Mardi, Paul Diamond, membre du Christian Legal Centre, un groupe qui vise à «protéger la liberté des chrétiens de vivre selon leurs croyances», avait demandé au juge de revoir sa position et de permettre aux parents d'emmener leur fils en Italie où des hôpitaux ont proposé de l'accueillir. La requête a été rejetée par le juge Anthony Hayden de la Haute Cour de Manchester, qui a estimé que le dossier d'Alfie avait atteint son «chapitre final», malgré les meilleurs soins prodigués à l'enfant. Au-delà de l'aspect médical, le cas du petit Alfie pose des questions éthiques, comme, en France, l'affaire Vincent Lambert, ou au Royaume-Uni, l'affaire Charlie Gard, un petit garçon atteint d'une maladie génétique rare, décédé en juillet 2017.

Chômage

Baisse contrastée au 1^{er} trimestre

Les chiffres du 1^{er} trimestre 2018 publiés hier par Pôle emploi font apparaître une situation contrastée sur le marché du travail. Le verre est à moitié plein. La baisse du chômage se poursuit, avec 32.100 chômeurs en moins (-0,9%) au 1^{er} trimestre. Sur un an, le nombre de chômeurs décroît de 1,2%. Toujours élevé, leur nombre atteint 3,70 millions, son plus bas niveau depuis le 3^e trimestre 2014. En outre, toutes les classes d'âge profitent de la baisse. Mais le verre est aussi à moitié vide: le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité poursuit sa hausse, ininterrompue depuis la crise de 2008. Ces personnes sont 2,23 millions au 1^{er} trimestre, soit 1,5% de plus que fin 2017. Résultat: le nombre de demandeurs d'emploi, avec ou sans activité, est stable (+1.900, +0,0%) sur le trimestre, à 5,93 millions. Il est même en hausse de 2,1% sur un an.

Monde

■ SYRIE

Les donateurs mobilisent 4,4 milliards pour 2018

La communauté internationale réunie à Bruxelles a promis hier 4,4 milliards de dollars (3,6 milliards d'euros) pour aider les millions de réfugiés syriens en 2018 et a exhorté la Russie et l'Iran à faire pression sur Damas pour négocier la fin d'une guerre entrée dans sa huitième année. Les résultats sont en deçà des attentes. «Nous aurions souhaité davantage, mais c'est un bon début», a admis Mark Lowcock, le responsable des affaires humanitaires et des secours d'urgence de l'ONU qui avait chiffré les besoins à 3,5 milliards de dollars pour l'aide humanitaire en Syrie et à 5,6 pour soutenir les réfugiés dans les pays voisins.

■ ÉTATS-UNIS

Le «tueur du Golden State» arrêté 40 ans après?

Les autorités californiennes ont annoncé hier soir l'arrestation d'un homme suspecté d'être le «tueur du Golden State», auteur de 12 meurtres et environ 50 viols qui ont terrifié la Californie et horrifié le pays dans les années 70 et 80. L'âge de ses victimes allait de 14 à 41 ans. Joseph James De Angelo, 72 ans, a été identifié grâce à des analyses d'ADN.

■ ESPAGNE

Diplôme en toc et vol à l'étalage, une présidente de région tombe

Nouveau revers pour le parti conservateur de Mariano Rajoy: Cristina Cifuentes, 54 ans, présidente de la région de Madrid présentée un temps comme l'étoile montante de sa formation, a démissionné hier après des polémiques mettant en cause sa probité. Le journal de gauche en ligne *eldiario.es* l'avait d'abord accusée d'avoir obtenu un master en droit public de manière frauduleuse dans une université publique. Mais c'est d'un média de droite, *Okdiario*, qu'est venue l'estocade hier: une vidéo datant de 2011 la montrant en train de vider son sac devant le vigile d'un supermarché. Cristina Cifuentes a assuré qu'elle avait emporté «de manière involontaire» des produits cosmétiques d'une valeur de 40 euros et réglé l'affaire sur le champ.